

Assembléisme, autonomie et « transition »



■ Arnaud DOLIDIER

TOUT LE POUVOIR À L'ASSEMBLÉE !

Une histoire du mouvement ouvrier espagnol pendant la transition (1970-1979)

Éditions Syllepse, 2021, 296 p., cahier photos.

Longtemps vantée comme modèle dans l'ordre imaginaire du spectacle mondial, la « transition » espagnole s'ouvre en novembre 1975 avec la mort de Franco et se poursuit jusqu'au triomphe des socialistes aux élections législatives de 1982. Elle signe, en cette terre d'Espagne apparemment ralliée aux vertus du Grand Marché, le passage supposément apaisé d'une dictature à une démocratie. Elle est, en réalité, le résultat d'un pacte de silence passé entre la fraction libérale-européiste du bloc franquiste et l'ex-opposition socialo-communiste convertie à l'Institution monarchique et à la loi du Marché. Dans ce cadre, tout ce qui pouvait contrarier les affaires de la classe dominante recomposée devait être mis sous le tapis, les crimes du franquisme notamment. *Borrón y cuenta nueva*, dit-on dans la langue de Cervantès. On efface tout et on recommence, en somme. Dans l'ordre de la raison retrouvée et des profits que l'adhésion à l'Europe va démultiplier.

Pour Arnaud Dolidier, l'important, c'est de sortir l'histoire de cette transition démocratique de sa gangue explicative qui, par cumul de complicités et d'intérêts partagés, gomme des mémoires l'importance de la résistance ouvrière à la reconfiguration que ce pacte transitionnel induisait. À lire son livre et les nombreux exemples qu'il donne, on comprend, par exemple, que les grèves forcément sauvages, massives et souvent structurées à partir d'assemblées furent légion entre 1970 et 1975, inventèrent des formes de lutte imaginatives, et participèrent d'une dynamique de réappropriation d'une culture ouvrière de confrontation.

À la fin des années 1960 déjà, cette période que les historiens ont appelée le « tardo-franquisme », la conflictualité ouvrière, notamment dans la métallurgie et le bâtiment, était déjà à un haut niveau. La répression systématique et sans quartier qu'on lui opposa allait la radicaliser. À partir de la grève de Harry Walker (1970-

71), usine barcelonaise de fabrication d'accessoires automobiles, on voit apparaître les premiers symptômes d'une manière neuve de faire vivre la lutte de classe à travers des assemblées de travailleurs soucieuses que personne ne les prive de leur souveraineté décisionnelle. Certains ont vu, dans cette pratique, la réémergence d'une très ancienne tradition anarcho-syndicaliste. Arnaud Dolidier s'entient, lui, à constater une forte percée de l'autonomie unitaire de classe. Peut-être, d'ailleurs, n'y a-t-il pas contradiction entre ces deux hypothèses.



Cette « insubordination ouvrière » émergeant à la lumière crépusculaire d'un franquisme agonisant irradié si puissamment aux premiers temps de ladite transition que la normalisation démocratique n'alla pas sans heurts. Construit chronologiquement, l'ouvrage d'Arnaud Dolidier offre, sur une perspective temporelle suffisamment longue pour en saisir les continuités et les discontinuités, un panorama complet et détaillé de la spirale des résistances ouvrières au « tardo-franquisme » et à la normalisation-domestication démocratique, soutenue par le capital, planifiée par le bloc bourgeois modernisateur où la « gauche » pesait d'un bon poids.

L'année 1977 marqua sans doute un tournant majeur dans ce dispositif avec la légalisation des syndicats historiques. Parmi eux, l'Union générale des travailleurs (UGT), courroie de transmission du Parti socialiste, et les Commissions ouvrières (CC.OO.), organiquement liées au Parti communiste, jouèrent, en effet, un rôle déterminant dans la manœuvre de déminage des conflictualités en domestiquant, dans un premier temps, les fractions de la classe ouvrière qu'elles contrôlaient majoritairement et, dans un second, en déconsidérant, puis en criminalisant les autres, notamment la renaissance CNT.

Celle-ci, reconstruite dans la vaine espérance d'un retour d'histoire, tenta de manière désordonnée de fédérer le pôle de radicalité sociale que sa trajectoire historique lui permettait effectivement d'occuper. C'était sans compter sur les impasses d'un temps où, la dictature s'étant délitée d'elle-même, il n'était pas sûr que la perspective fût en soi révolutionnaire et, moins encore, que la fraction sans doute la plus combative du mouvement ouvrier – ouvertement assembléiste, mais assez peu attaché à la forme syndicale – finisse par la rallier en abandonnant les liens que nombre de ses militants de la clandestinité avaient tissés, dans une perspective contradictoire d'autonomie ouvrière, avec les Commissions ouvrières, officiellement nées en 1967, mais pas encore totalement inféodées au Parti communiste.



On peut s'étonner que, sur ce point qui demeure pourtant central pour comprendre pourquoi la CNT reconstruite ne parvint pas à faire maison commune pour l'assembléisme ouvrier, Arnaud Dolidier n'apporte aucun élément d'analyse. Rares sont, en effet, dans cet ouvrage pourtant nourri et informé, les allusions à ce rendez-vous manqué. Au point qu'on est en droit de se demander si, pour l'auteur, la question méritait même d'être posée. S'il reconnaît, en effet, que la CNT sut opter « pour la subordination des syndicats aux assemblées ouvrières » et que

ce choix stratégique s'accompagna « d'un engagement important des militants cénétistes dans les luttes, allant parfois jusqu'à mettre au second plan la consolidation de leurs structures syndicales internes », il insiste sur une sorte de hiatus insurmontable qui aurait rendu forcément étanche, d'une part, un assembléisme conçu « comme outil organisationnel » (par la CNT) et, de l'autre, un assembléisme, le bon à ses yeux, qui aurait constitué « le socle d'alternatives sociales et politiques » fondant une pratique conséquente d'autonomie ouvrière. Partant de là, l'auteur s'en tient à un choix idéologique qui l'empêche, pensons-nous, de comprendre ce qui permet pourtant d'expliquer en quoi la perspective strictement assembléiste finit par s'enfermer, sous l'influence de ses ardents partisans, militants de l'autonomie, dans une dynamique certes combative mais qui atteint vite ses limites. En s'abstenant de rejoindre les militants cénétistes – souvent issus des anciens Groupes ouvriers autonomes (GOA) – qui tentaient une synthèse audacieuse entre le vieux legs anarcho-syndicaliste et sa réactualisation comme stratégie autonome de classe pour les temps présents, ils contribuèrent à minoriser cette perspective et, par effet induit, à faire en sorte que la CNT devienne un entre-soi contradictoire où, faute d'ouverture et la répression d'État faisant le reste, elle se consuma, dans la spirale sans fin des invectives, des purges et des regrets.

Pourtant, la longue grève de Roca-Radiadores de 1976-1977, deuxième entreprise la plus importante de Catalogne, assembléiste du début à la fin, avait en quelque sorte préfiguré ce qu'aurait pu apporter de nouveau, sur un plan stratégique global, une convergence réelle entre des travailleurs en lutte sur leurs propres bases, les minorités actives de culture conseilliste qui les influaient localement et une CNT capable de les soutenir en mettant à leur disposition, sans contrepartie aucune, sa logistique et son indéniable savoir-faire en matière de popularisation et d'élargissement des luttes.

Privés d'air, les uns et les autres finirent, et ce malgré les indéniables résistances qu'ils opposèrent à la recomposition du système de domination et d'exploitation, par passer sous ses fourches caudines. L'épuisement du modèle assembléiste et l'implosion d'une CNT aussi rapidement déconstruite que reconstruite signèrent conjointement la fin d'une espérance.



Dit d'une autre manière, le point de vue choisi par Arnaud Dolidier repose probablement par trop sur l'idée contestable que l'assembléisme serait le trait majeur de l'autonomie ouvrière – son marqueur principal, en somme. Or, dans le cas espagnol de la décennie qui nous occupe, la forme indéniablement assembléiste que prirent les luttes ouvrières les plus offensives releva plutôt, entre 1970 et 1975, d'une manière – efficace – de se doter d'une légitimité interne dans un paysage social encore configuré par l'absence totale de liberté syndicale et son verrouillage par le seul « syndicat » existant – franquiste, vertical et d'affiliation obligatoire¹. En poussant aussi loin que possible – « Tout le pouvoir aux assemblées ! » – l'esprit supposé des « commissions ouvrières » qui avaient émergé en son sein, les

¹ De janvier 1940 à décembre 1977, le régime franquiste, inspiré de la Charte du travail mussolinienne, confia la tâche d'encadrement social de la classe ouvrière à un « syndicat » unique, l'Organisation syndicale espagnole (OSE), qui réunissait ouvriers et patrons. À partir du début des années 1960, l'OSE fut pénétrée par les communistes, à travers la création en son sein de « commissions ouvrières », et par les chrétiens de l'Union syndicale ouvrière (USO).

militants ouvriers les plus combattifs s'inscrivaient certes dans une perspective d'autonomie de classe, mais circonstancielle. Car le concept d'autonomie ouvrière recoupe deux impératifs : un principe ou mode d'action et une visée d'émancipation fondée sur l'idée que, non seulement les moyens d'action du mouvement ouvrier doivent être déterminés par eux-mêmes, mais que celui-ci puisse avoir la capacité politique de jouer, en toute circonstance, son propre jeu. Ainsi, écrivait Roland Lew, « l'autonomie ouvrière est la forme la plus haute de la lutte des classes, sa vérité même : le lieu social où cette lutte n'est plus seulement un instrument de protection des opprimés, ou un moyen de faire avancer le capitalisme, mais le refus en acte de la société de classe.² » Elle le fut dans certaines périodes de l'histoire où, sous une poussée obscure et avant l'oubli, émergèrent d'authentiques contre-instants d'offensive sociale. À s'en tenir à cette définition, on a toutes les raisons de douter que l'assembléisme ouvrier espagnol des années 1970 suffise, malgré les souvenirs émerveillés qu'en gardent certains militants ou historiens, à faire de l'autonomie de classe l'ombre haute d'une période qui se solda indiscutablement par une défaite totale des secteurs les plus combattifs de la classe ouvrière, toutes tendances confondues.

À lire sans *a priori* de chapelle le livre d'Arnaud Dolidier, on se rend compte des difficultés concrètes que connaissent toujours les conflits locaux à se généraliser par eux-mêmes, c'est-à-dire sans bénéficier du soutien d'une organisation – appelons-là syndicat ou coordination – capable, par son niveau d'implantation et ses relais, d'ouvrir une perspective d'extension du domaine de la lutte. C'en est au point qu'on ne peut pas s'empêcher de ressentir, à la lecture de cet ouvrage nécessaire, un sentiment d'impasse que ne parvient pas à dissimuler la tonalité globalement enthousiaste que l'auteur donne à son récit. Rares, en effet, furent les conflits qui débordèrent réellement, alors, le cadre local ou régional qui leur était imparti.

Cette déperdition par impuissance du potentiel de généralisation du mécontentement social est peut-être, *in fine*, la preuve que, contrairement aux illusions qui nous agitèrent en cette époque de retour d'espérance, cette classe ouvrière en laquelle nous avons tant cru n'était plus en capacité, après quarante ans de franquisme, de rejouer l'histoire comme nous aurions souhaité qu'elle la rejoue.

Freddy GOMEZ

– À *contretemps*/Spanish Cockpit/septembre 2021 –
[<http://acontretemps.org/spip.php?article870>]

AC

² Roland Lew, « Résistance et altérité prolétariennes : remarques sur l'autopraxis ouvrière, in : « Communisme chinois, socialisme réel et auto-émancipation », *L'Homme et la société*, n° 172, L'Harmattan, septembre 2009.